



Pouvoir Adjudicateur :

UGECAM Ile-de-France

Direction du patrimoine, des
accord-cadres et des assurances

4, place du Général de Gaulle

93100 Montreuil

[www.groupe-
ugecam.fr/ugecam-ile-de-
france](http://www.groupe-ugecam.fr/ugecam-ile-de-france)

N° de la consultation : 2025 – UG07 -20

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Accord-cadre de fournitures dentaires et de petit matériel
médical et paramédical

Éléments clés du contrat

Objet	Le contrat porte sur les prestations suivantes : Accord-cadre de fourniture dentaires et de petits matériels médical et paramédical.																		
	Le présent accord-cadre a pour objet de définir les conditions selon lesquelles le titulaire assure la fourniture de produits et petits matériels de soins dentaires médical ou paramédical aux services du groupement d’Acheteur.																		
Etablissement(s) concerné(s)	Coordonnateur du groupement : <ul style="list-style-type: none">- UGECAM Ile-de-France Membre du groupement : <ul style="list-style-type: none">- Caisse primaire d’Assurance Maladie (CPAM) du Val-de-Marne- Caisse primaire d’Assurance Maladie (CPAM) du Bas-Rhin																		
Acheteur	Groupement : UGECAM Ile-de-France																		
Procédure de mise en concurrence	Accord-cadre passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1 et suivant et R. 2124-1 et suivant du code de la commande publique.																		
Forme de l’accord-cadre – Technique achat	L’accord-cadre est régi par les articles R.2162-1 à R.2162-6 du code de la commande publique. Il s’exécute par l’émission de bons de commande (R. 2162-13 et R. 2162-14 du CCP).																		
	L'accord-cadre est mono-attributaires.																		
Montant accord cadre	L'accord-cadre est passé sans minimum et avec un maximum. Le montant maximum est fixé à 1 700 000 € HT sur 4 ans.																		
Allotissement		<table><tr><th>N° Lot</th><th>Intitulé lot</th></tr><tr><td>1</td><td>Lot fraises dentaires</td></tr><tr><td>2</td><td>Lot produit désinfectant</td></tr><tr><td>3</td><td>Lot produit pour prothèse dentaire</td></tr><tr><td>4</td><td>Lot produit de soin</td></tr><tr><td>5</td><td>Lot produit à usage unique</td></tr><tr><td>6</td><td>Lot instrument et technique opératoire</td></tr><tr><td>7</td><td>Lot anesthésiques</td></tr></table>	N° Lot	Intitulé lot	1	Lot fraises dentaires	2	Lot produit désinfectant	3	Lot produit pour prothèse dentaire	4	Lot produit de soin	5	Lot produit à usage unique	6	Lot instrument et technique opératoire	7	Lot anesthésiques	
N° Lot	Intitulé lot																		
1	Lot fraises dentaires																		
2	Lot produit désinfectant																		
3	Lot produit pour prothèse dentaire																		
4	Lot produit de soin																		
5	Lot produit à usage unique																		
6	Lot instrument et technique opératoire																		
7	Lot anesthésiques																		
Lieu(x) d’exécution	Les lieux d’exécution des prestations sont : <ul style="list-style-type: none">- SAINT-MAUR (94100) : 30 boulevard de Champigny,- VERSAILLES (78000) : 92 avenue de Paris,- ETAMPES (91150) : 26 rue de Saclas- STRASBOURG (67000) : 21 rue de Genève																		

	Le cas échéant, un nouveau lieu d'exécution pourrait être ajouté par simple contractualisation par avenant.
Durée	<p>L'accord-cadre prendra effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un an, reconductible trois fois par période successive d'un an sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.</p> <p>Toutefois, en cas de non reconduction de l'accord-cadre, l'Acheteur contractant en informera le titulaire par courrier moyennant un préavis de deux (2) mois avant la fin de la période en cours.</p> <p>Il est expressément précisé que l'exécution de l'accord-cadre démarre à des dates différentes selon les membres du groupement de commandes ainsi que de leurs établissements.</p> <p>Toutefois, quelle que soit la date d'émission du premier bon de commande, ces derniers devront impérativement s'exécuter dans la durée de validité de l'accord-cadre, laquelle court à compter de sa notification et s'achève à la date d'expiration de l'accord-cadre, y compris en cas de reconduction.</p>
Référence du contrat	<p>CCAG-FCS 2021 - Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services.</p> <p>En cas de modification ultérieure du CCAG pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, la version la plus récente se substituera de plein droit à la version initialement applicable.</p>
Documents contractuels	<p>Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ; • Le présent document CCAP comprenant les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles ; • Le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021); • L'offre technique du titulaire ; • Le catalogue général du titulaire accompagné de ses barèmes; • Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ; • Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution. <p>Les conditions générales de vente du titulaire éventuellement jointes à l'offre n'auront aucune valeur juridique. Seules les documents ci-mentionnés font foi.</p> <p>Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux, ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, et d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.</p>

Table des matières

Article I.	Conditions générales des prestations.....	1
Section 1.01	La nature des prestations.....	1
(a)	Les fournitures.....	1
(b)	Historique des consommations (2023-2024)	2
(c)	Emballages et exigences environnementales	2
Section 1.02	Logiciel de commande	3
Section 1.03	Suivi de la relation contractuelle et réactivité du titulaire	3
Section 1.04	Prestation supplémentaire éventuelles : audit des réserves	4
Article II.	Modalités d'exécution de l'accord-cadre	4
Section 2.01	Modalités et délais de livraison	4
(a)	Les fournitures doivent être livrées dans les conditions suivantes :	4
(b)	Stockage des fournitures :	5
(c)	Transport et livraison :	5
(d)	Manutention.....	5
Section 2.02	Vérification des prestations	5
(a)	Niveau d'obligation prévu au contrat :	5
(b)	Opérations de vérification des fournitures :	5
(c)	Personnes en charge des vérifications des prestations :	6
Article III.	Prix de l'accord-cadre	6
Section 3.01	Forme des prix	6
Section 3.02	Contenu des prix de l'accord-cadre.....	6
Section 3.03	Réserves	7
Section 3.04	Catalogue fournisseur	7
Section 3.05	Remise annuelle incitative liée à la logistique optimisée	7
Section 3.06	Fixation des prix de l'accord-cadre.....	8
Article IV.	Bon de commande.....	8
Section 4.01	Émission des bons de commande	8
Section 4.02	Suspension du bon de commande	9
Section 4.03	Commande hors accord-cadre à titre exceptionnel	9
Article V.	Modalités de règlement	9
Section 5.01	Paieement des membres du groupement	9
Section 5.02	Présentation des demandes de paiement :	9
Section 5.03	Régime des paiements	9
Section 5.04	Modalités des demandes de paiement :	10
Section 5.05	Délai de paiement :	11
Article VI.	Obligations du titulaire	11
Section 6.01	Devoir d'information et de conseil	11

Section 6.02	Obligation de vigilance	11
(a)	Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :	11
(b)	Réparation des dommages :	12
(c)	Plan de continuité d'Activité.....	12
Section 6.03	Confidentialité et protection des données personnelles	12
Article VII.	Pénalités	13
Article VIII.	Résiliation	14
Article IX.	Assurances	14
Section 9.01	Responsabilités	14
Section 9.02	Assurances	14
Article X.	Conditions générales et obligations contractuelles	15
Section 10.01	Sous-traitance.....	15
Section 10.02	Clause de réexamen	15
Section 10.03	Prestations similaires.....	15
Section 10.04	Responsabilité du Titulaire.....	15
Section 10.05	Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé	15
Section 10.06	Confidentialité	16
Section 10.07	Modifications en cours d'exécution de l'accord-cadre	16
(a)	Évolutions techniques ou réglementaires	16
(b)	Évolution des gammes ou arrêt de commercialisation	16
(c)	Ajout de références complémentaires	16
(d)	Révision des prix.....	16
(e)	Modification mineure sans remise en concurrence.....	16
Section 10.08	Litiges	17

Article I. Conditions générales des prestations

Section 1.01 La nature des prestations

Le présent marché a pour objet la fourniture de dispositifs et produits dentaires, répartis en plusieurs lots thématiques, dont les grandes familles sont décrites ci-après. Pour chaque lot, les produits les plus couramment consommés ont été identifiés comme « produits phares ». Ces produits sont listés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), sur la base duquel les soumissionnaires doivent proposer leurs prix unitaires.

Ces mêmes produits serviront de support à l'établissement du Détail Quantitatif Estimatif (DQE), qui sera rempli par les candidats et utilisé à des fins d'analyse financière des offres. Le DQE permettra de comparer objectivement les propositions financières sur des quantités et conditionnements identiques, afin d'assurer une mise en concurrence équitable.

Parallèlement à cette sélection de produits phares, les candidats devront proposer une remise applicable sur leur catalogue global, incluant les produits non listés dans le BPU. Les modalités de passation des commandes sur catalogue ainsi que les conditions de cette remise seront précisées dans les articles suivants du présent CCAP.

Cette remise sera également prise en compte dans l'analyse financière globale des offres, selon les modalités définies au règlement de la consultation.

À titre indicatif, une liste de produits susceptibles d'être commandés en dehors des produits phares sera annexée au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE). Cette liste n'est pas exhaustive et ne constitue pas un engagement contractuel, mais permet d'illustrer la diversité des besoins pouvant émerger au cours de l'exécution du marché. En effet, les professionnels de santé peuvent avoir des préférences distinctes selon les techniques utilisées, les évolutions médicales ou les spécificités de chaque établissement. Cette ouverture vise à garantir une certaine flexibilité, notamment en cas de changement de praticien au sein des structures concernées.

(a) Les fournitures

➤ Lot 1 : Fraises dentaires

Descriptif : Fourniture de fraises dentaires adaptées aux soins courants et aux actes spécifiques de chirurgie dentaire. Les fraises doivent être compatibles avec les instruments rotatifs standards. Les types de fraises attendus couvrent une large gamme : préparation, finition, polissage et chirurgie.

➤ Lot 2 : Produits désinfectants

Descriptif : Fourniture de produits désinfectants destinés à la désinfection des surfaces, des dispositifs médicaux non invasifs et des instruments. Les produits doivent répondre aux normes EN 1040, EN 1276, EN 14476.

➤ Lot 3 : Produits pour prothèse dentaire

Descriptif : Fourniture de produits de prise d'empreinte, de collage et d'entretien des prothèses dentaires, compatibles avec les protocoles en cabinet ou en centre de soins.

➤ Lot 4 : Produits de soin

Descriptif : Fourniture de produits nécessaires aux soins courants : gels fluorés, anesthésiques locaux, solutions antiseptiques et produits de prophylaxie.

➤ Lot 5 : Produits à usage unique

Descriptif : Fourniture de consommables dentaires à usage unique destinés à l'hygiène et à la protection des patients et des professionnels.

➤ **Lot 6 : Instruments et techniques opératoires**

Descriptif : Fourniture d'instruments manuels dentaires réutilisables et de petits équipements techniques nécessaires aux soins et à la chirurgie dentaire.

➤ **Lot 7 : Anesthésiques**

Descriptif : Fourniture de solutions anesthésiques dentaires locales, destinées à la réalisation d'actes de soins courants ou chirurgicaux. Les produits doivent être adaptés aux techniques d'anesthésie par infiltration ou tronculaire, et être compatibles avec les seringues et aiguilles standards utilisées en cabinet dentaire. Les présentations attendues peuvent inclure des cartouches pré-dosées ou des flacons, selon les pratiques en vigueur.

(b) Historique des consommations (2023-2024)

À titre purement informatif, le tableau ci-dessous présente la moyenne des volumes de commandes effectuées par les établissements parties au présent accord-cadre au cours des années 2023 et 2024. Ces données correspondent au nombre de conditionnements commandés, sans que le détail des unités contenues par conditionnement ne soit systématiquement disponible.

Ces éléments visent à donner une indication de l'ampleur du besoin, sans constituer une quantité minimale ou maximale garantie. Les candidats sont invités à se référer également au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et au Détail Quantitatif Estimatif (DQE) pour les besoins d'analyse financière.

A noter que le pouvoir adjudicateur ne dispose pas d'un historique suffisamment pertinent pour le lot n°1 – fraises dentaires.

	CPAM Val de Marne	CPAM Bas-Rhin	CDS Versailles	CDS Etampes
Lot 2 produit désinfectant	289	496	292	110
Lot 3 produit pour prothèse dentaire	156	297	167	465
Lot 4 produit de soin	292	377	211	309
Lot 5 produit à usage unique	237	300	382	364
Lot 6 instrument et technique opératoire	1084	1200	1431	3661
Lot 7 Anesthésiques	52	109	49	31

(c) Emballages et exigences environnementales

Le titulaire s'engage à fournir des produits conditionnés dans des emballages adaptés aux contraintes logistiques, garantissant l'intégrité des fournitures dentaires durant le transport, la manutention et le stockage. Ces emballages doivent être propres, robustes, hermétiques si nécessaire, et respecter l'ensemble des règles d'hygiène et sanitaires applicables aux dispositifs médicaux et produits assimilés.

Dans la mesure du possible, le titulaire s'engage à recourir à des solutions limitant l'impact environnemental, telles que :

- l'utilisation de contenants réutilisés ou réutilisables,
- le recours à des matériaux recyclés ou recyclables,
- et la préférence pour des livraisons en vrac, lorsque cela est compatible avec la nature des produits et les exigences d'hygiène.

Lors de la remise de son offre, le candidat est invité à détailler la typologie des emballages utilisés et à expliciter en quoi celle-ci répond aux critères de responsabilité sociétale (RSE), notamment en matière de réduction des déchets, d'écoconception ou de logistique durable.

En cas d'attribution, le titulaire s'engage à respecter les engagements RSE présentés dans son offre, en lien avec les modalités d'emballage. L'acheteur se réserve la possibilité de demander, en cours d'exécution, un bilan ou une mise à jour de ces éléments, dans une logique d'amélioration continue.

L'acheteur encourage par ailleurs le titulaire à optimiser ses pratiques d'emballage tout au long de la durée de l'accord-cadre, dans une démarche proactive de performance environnementale et sanitaire.

Section 1.02 Logiciel de commande

Dans un objectif d'optimisation logistique, de sécurisation des flux et de traçabilité des commandes, le pouvoir adjudicateur souhaite que les commandes puissent être passées via une plateforme ou un portail informatique sécurisé proposé par le titulaire.

Le candidat devra détailler dans son offre :

- L'existence ou non d'une plateforme de commande dédiée.
- Les modalités de fonctionnement de la plateforme (ergonomie, accès, délai de prise en compte des commandes).
- Les mesures de sécurité mises en place pour garantir la confidentialité des données.
- La capacité à paramétrer au moins deux strates de validation hiérarchique au sein de chaque établissement (par exemple : prescripteur / valideur budgétaire).
- Les modalités d'accompagnement pour la mise en place et la formation des utilisateurs.

La mise à disposition de la plateforme ainsi que la création des accès et des paramétrages nécessaires devront être réalisés sans frais supplémentaires pour le pouvoir adjudicateur ou les établissements utilisateurs.

Le titulaire s'engage, dès la notification de l'accord-cadre, à :

- Prendre contact avec chaque établissement afin de recenser les utilisateurs et les circuits de validation à mettre en place.
- Paramétrer la plateforme en fonction des besoins spécifiques de chaque établissement, notamment les strates hiérarchiques de validation des commandes.
- Mettre en place les accès personnalisés pour chaque utilisateur habilité.
- Former les utilisateurs aux modalités d'utilisation de la plateforme.
- Assurer une assistance technique en cas de difficulté d'accès ou de dysfonctionnement de la plateforme, dans des délais compatibles avec le bon fonctionnement du service.

Section 1.03 Suivi de la relation contractuelle et réactivité du titulaire

Le titulaire s'engage à assurer un suivi régulier et de qualité tout au long de l'exécution de l'accord-cadre. À ce titre, il devra :

- Désigner un interlocuteur unique dédié au suivi de l'accord-cadre, joignable pendant les jours ouvrés, par téléphone et par mail, avec un engagement de réponse dans un délai de 48 heures ouvrées maximum.
- Assurer une prise en compte rapide des réclamations (livraison non conforme, erreur de référence, produit endommagé...) et proposer une solution dans un délai de 5 jours ouvrés maximum à compter de la réclamation.
- Fournir un suivi des commandes incluant les délais de livraison estimés, les éventuelles ruptures ou retards, et un point de contact pour toute question liée à la logistique.
- Accepter de participer à un point de suivi annuel (ou à la demande du pouvoir adjudicateur en cas de difficulté particulière), visant à faire le bilan de l'exécution de l'accord-cadre (délais, qualité, SAV, etc.).
- Maintenir un registre des incidents ou anomalies, à transmettre sur demande du pouvoir adjudicateur.

Section 1.04 Prestation supplémentaire éventuelles : audit des réserves

Dans le cadre de la bonne exécution de l'accord-cadre et afin de favoriser l'optimisation logistique et environnementale, le titulaire s'engage à proposer une prestation d'audit des réserves.

Cette prestation aura pour objectifs :

- D'analyser l'organisation des stocks et des surfaces de stockage (en moyenne entre 10 et 20 m²).
- D'optimiser la gestion des approvisionnements pour limiter les ruptures et les surstocks.
- De proposer des recommandations d'aménagement ou de rationalisation des espaces de stockage.
- De réduire les flux de transport inutiles et de favoriser un réapprovisionnement plus fluide, plus écologique et plus maîtrisé.

Le candidat devra détailler dans son offre :

- La méthodologie proposée pour réaliser l'audit des réserves.
- La fréquence d'intervention envisagée (au démarrage et/ou en suivi annuel).
- Les outils ou supports proposés pour la gestion optimisée des stocks.
- Les engagements qu'il peut proposer en termes d'amélioration logistique et de réduction des transports.

Le titulaire s'engage, lors de l'exécution de l'accord-cadre, à :

- Prendre contact avec chaque établissement afin de convenir d'une réunion d'échange et planifier un audit des réserves
- Mettre en place la méthodologie proposée dans l'offre
- Faire des solutions sur mesures et accompagner la mise en place

Cette prestation fera l'objet d'une évaluation en fin de période pour mesurer son efficacité en lien avec les consommations et les flux logistiques.

Article II. Modalités d'exécution de l'accord-cadre

Section 2.01 Modalités et délais de livraison

(a) Les fournitures doivent être livrées dans les conditions suivantes :

La livraison des fournitures sera faite dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Il appartient au titulaire de prendre connaissance au préalable des contraintes de livraison et de prévoir les moyens nécessaires pour une livraison quel que soit le lieu, l'étage ou les quantités.

Le titulaire sera donc réputé les connaître et ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'une contrainte pouvant avoir un impact sur les conditions de livraison des fournitures commandées et leur prix.

Les fournitures devront être livrées dans les délais fixés sur chaque bon de commande.

Le délai de livraison commencera à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Chaque bon de commande fera l'objet d'une livraison en une seule fois.

Toutefois, si le Titulaire était confronté à une rupture de stock d'un ou plusieurs articles sur un même bon de commande, il lui appartiendrait d'en avertir immédiatement le service utilisateur, en indiquant à celui-ci le délai de livraison prévisible pour les articles en reliquat et de mentionner ce report de livraison sur le bon de livraison.

Le groupement invite le Titulaire à prendre toutes mesures d'organisation et de logistique afin d'éviter les reliquats

De manière générale, le principe demeure l'interdiction de livraisons partielles.

Les livraisons seront constatées par la signature, sans réserve, d'un double du bon de livraison qui accompagne les articles livrés par le Titulaire

Ce bon doit comporter notamment :

- La date de livraison
- La référence du bon de commande
- L'identification du fournisseur
- Les désignations et références des produits livrés
- Les quantités livrées

Conformément à l'article 20 du CCAG, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

Chaque livraison s'accompagne d'un bon de livraison qui détaille notamment : la date d'expédition, la référence du contrat, l'identification du titulaire et des fournitures livrées.

(b) Stockage des fournitures :

Le titulaire n'est pas tenu de stocker les fournitures après leur admission.

(c) Transport et livraison :

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

(d) Manutention

Le livrable sous la charge du Titulaire est à livrer dans le local désigné par l'Acheteur par ses propres moyens. Pour toutes livraisons, le déchargement des camions est à la charge du titulaire, que la livraison soit confiée à un transporteur ou à une équipe de livreurs. Le titulaire doit fournir tout le personnel de manutention nécessaire pour les opérations de déchargement des camions.

Section 2.02 Vérification des prestations

(a) Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

(b) Opérations de vérification des fournitures :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications lors de la livraison des fournitures. Si lors de la réception des produits, ceux-ci sont défectueuses, endommagées ou ne sont pas conformes aux spécifications qualitatives/quantitatives, le pouvoir adjudicateur peut :

- Rejeter les fournitures et mettre le titulaire en demeure de remplacer les fournitures défectueuses et ce dans un délai de 8 jours calendaires à partir de la date du constat du dommage.
- Prononcer une admission partielle.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, le bon est rectifié et signé par les personnes en charge de la livraison pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

Les frais de manutention, de livraison et de retour des produits défectueux liés à ces vérifications sont à la charge du titulaire.

(c) Personnes en charge des vérifications des prestations :

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les suivantes :

- Le Pouvoir adjudicateur ou son représentant
- L'Acheteur ou son représentant.

Article III. Prix de l'accord-cadre

Section 3.01 Forme des prix

Les prix du présent accord-cadre sont unitaires, et révisables à la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature de l'accord-cadre. Toute, tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent accord-cadre fera l'objet d'une simple décision du pouvoir adjudicateur actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

Section 3.02 Contenu des prix de l'accord-cadre

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales.

La livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison.

Le Titulaire est tenu, moyennant ces prix, de mener toutes les prestations prévues au accord-cadre, à leur parfaite exécution, y compris celles insuffisamment décrites, mais nécessaires au complet achèvement de la mission dont il se déclare technicien spécialisé.

Section 3.03 Réserves

Dès la consultation du dossier, et avant la remise de l'offre, le Titulaire, dans le cadre de son obligation de conseil professionnel, aura pris soin de signaler, par écrit, à l'Organisme toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait.

En aucun cas, il ne pourra arguer, après notification de l'accord-cadre, des imprécisions, erreurs ou omissions des cahiers des clauses particulières pour justifier une demande de supplément.

Section 3.04 Catalogue fournisseur

En complément des produits expressément décrits dans le présent accord-cadre, le titulaire mettra à disposition du pouvoir adjudicateur et des établissements utilisateurs l'accès à son catalogue de produits disponibles.

Le candidat devra fournir, dans son offre initiale :

- Le catalogue complet des produits disponibles à la commande au moment de la remise des offres, avec les prix unitaires correspondants.
- Un engagement sur la stabilité des prix du catalogue pendant une durée de 12 mois à compter de la notification de l'accord-cadre.

L'accès au catalogue est inclus sans surcoût dans les prestations de l'accord-cadre.

Le titulaire pourra, à l'occasion de la révision annuelle des prix prévue au accord-cadre :

- Mettre à jour son catalogue.
- Proposer des prix actualisés.
- Ajouter ou retirer des références disponibles.

Toute modification tarifaire devra respecter les conditions de révision des prix définies au présent accord-cadre et être validée par le pouvoir adjudicateur.

Les établissements pourront commander des produits hors besoin principal via ce catalogue, selon les modalités de commande prévues au accord-cadre.

Section 3.05 Remise annuelle incitative liée à la logistique optimisée

Afin de favoriser une commande optimisée et de limiter les transports, le titulaire s'engage à accorder une remise logistique annuelle complémentaire, conditionnée à la mise en œuvre effective des recommandations issues de l'audit et à la réduction des transports constatée.

La remise sera définie de la manière suivante :

- 1 % de remise supplémentaire sur l'assiette des commandes annuelles lorsque le nombre de livraisons a diminué d'au moins 5 % par rapport à l'année précédente.
- 2 % de remise supplémentaire lorsque la diminution atteint 10 %.
- 3 % de remise supplémentaire lorsque la diminution atteint 15 % ou plus.

Le suivi du nombre de livraisons et des consommations sera réalisé via les tableaux de bord fournis par le titulaire et validés par les parties lors des réunions de suivi.

Cette remise est indépendante de la remise de fin d'année prévue par ailleurs (type RFA classique) et vise à encourager une gestion plus responsable des commandes et des transports.

Section 3.06 Fixation des prix de l'accord-cadre

Les prix sont fermes pour une durée d'un an, puis à l'issue de la première année, ils pourront faire l'objet d'une révision, sur proposition du titulaire, à la date anniversaire de l'accord-cadre par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,125 + 0,875 I/I_o)$$

Dans laquelle :

- P = Prix révisé.
- P_o = Prix de l'année précédant celle de la révision
- I = Valeur de l'indice au mois de révision
- I_o = Valeur de l'indice au moment de la remise de l'offre

L'indice représentatif de référence choisi pour la révision des prix est l'Indice du prix de production de l'industrie française pour le accord-cadre français **CPF 32.50 – Instruments et fournitures à usage médical et dentaire-Prix de accord-cadre - Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010534748**.

Dans le cas de la disparition de l'indice, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice se fera par avenant après accord de chacune d'entre-elles.

En cas de disparition ou substitution d'un indice, un indice analogue ou substitué sera pris en compte.

Le Titulaire s'engage à fournir les nouveaux tarifs dans un bordereau des prix révisés, ainsi que les éléments de calcul retenus, au moins trente jours avant la date d'entrée en vigueur.

A défaut d'une proposition de révision par le titulaire, les prix de l'accord-cadre resteront inchangés.

Article IV. Bon de commande

Section 4.01 Émission des bons de commande

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure de la survenance des besoins. Chaque bon de commande est notifié au Titulaire par courriel et comporte les mentions suivantes :

- Le numéro de l'accord-cadre mentionné en 1ère page de l'acte d'engagement ;
- La date d'émission ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Les nom et adresse du Titulaire ;
- La désignation des fournitures ;
- Le délai et le lieu de livraison ;
- Les quantités commandées ;
- Le montant hors taxe ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC ;
- Le courriel de facturation ;
- La signature de la personne habilitée ou de son délégataire.

A réception, le Titulaire dispose de vingt-quatre (24) heures pour faire valoir d'éventuelles observations par dérogation à l'article 3.7.2. du CCAG-FCS. En leur absence, le bon de commande est réputé accepté et devient exécutoire en l'état.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Ils sont exécutoires même après la fin des délais contractuels de l'accord-cadre jusqu'à son terme.

Section 4.02 Suspension du bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'Acheteur contractant peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part de l'Acheteur contractant.

A l'expiration de cette durée, l'Acheteur contractant peut soit autoriser l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre un bon de commande rectificatif ou soit interrompre le bon de commande.

Section 4.03 Commande hors accord-cadre à titre exceptionnel

En cas d'indisponibilité avérée d'un article prévu au présent accord-cadre (fourniture dentaire ou petit matériel médical et paramédical), et à défaut de solution de remplacement jugée équivalente par le pouvoir adjudicateur, ce dernier se réserve la possibilité de procéder, à titre exceptionnel, à une commande hors accord-cadre auprès d'un autre fournisseur.

Cette disposition ne saurait constituer une remise en cause de l'exclusivité contractuelle du titulaire ni ouvrir droit à indemnisation, dès lors que ladite indisponibilité empêche le bon fonctionnement des services utilisateurs. Le titulaire s'engage à informer sans délai le pouvoir adjudicateur de toute indisponibilité supérieure à cinq jours ouvrés et à proposer, dans les meilleurs délais, une alternative.

Article V. Modalités de règlement

Section 5.01 Paiement des membres du groupement

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement d'Acheteur perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

Section 5.02 Présentation des demandes de paiement :

Elles sont transmises uniquement de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Section 5.03 Régime des paiements

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- Les dates de réalisation des prestations ;
- Le numéro du contrat ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- Le taux de TVA applicable ;
- Le montant total TTC ;
- La désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- La signature de la personne habilitée ou de son délégataire ;
- Les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

L'Acheteur se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable du lieu concerné règle les sommes dues en exécution du présent accord-cadre dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par l'acheteur ou son représentant des fournitures dans les conditions prévues à l'article 2 du présent accord-cadre.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu. Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par lettre recommandée, ou par mail, permettant de garantir une date certaine. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Acheteur contractant, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par l'Acheteur en application du présent accord-cadre donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :
 - Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.
 - Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
 - Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la T.V.A.

Section 5.04 Modalités des demandes de paiement :

Le titulaire s'engage à adresser ses demandes de paiement exclusivement via la plateforme Chorus Pro, conformément à la réglementation en vigueur.

- Site internet : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>

Dans le cadre du présent groupement de commandes, chaque membre du groupement dispose de son propre service ordonnateur et de son propre système de gestion comptable. En conséquence, les factures doivent être individualisées et adressées distinctement à chaque établissement pour les prestations qui le concernent, selon les modalités précisées dans les documents contractuels et en conformité avec les données d'identification communiquées par chaque membre, notamment le numéro SIRET de l'établissement concerné.

Le titulaire reconnaît et accepte cette organisation administrative et s'engage à émettre des factures séparées pour chaque établissement en mentionnant **impérativement le numéro SIRET correspondant**. Il est expressément précisé qu'aucune facture globale couvrant plusieurs établissements ne pourra être acceptée.

Le non-respect de ces modalités entraînera la suspension du délai de paiement applicable. Par ailleurs, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité ou intérêt de retard pour les factures qui ne seraient pas émises conformément aux présentes exigences.

Etablissements	Numéro de Siret
Clinique dentaire de la CPAM du Bas-Rhin	517 442 125 00 145
Centre de santé de Saint Maur des Fossés	323 914 143 00132
Centre de santé Versailles	423 868 835 00301
Centre de santé Etampes	423 868 835 00384

Section 5.05 Délai de paiement :

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

- IM : montant des intérêts moratoires
- M : montant TTC de la demande de paiement
- Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points
- J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
- F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

Article VI. Obligations du titulaire

Section 6.01 Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Section 6.02 Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

(a) Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

(b) Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

(c) Plan de continuité d'Activité

Le Titulaire s'engage à fournir à l'Organisme sur simple demande une proposition de plan de continuité des activités opérationnelles.

Section 6.03 Confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins de l'accord-cadre,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application de l'accord-cadre,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet de l'accord-cadre,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution de l'accord-cadre et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.
- Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :
- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu de l'accord-cadre,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent accord-cadre et pour quelque cause que ce soit.

Article VII. Pénalités

Le Titulaire s'expose à des pénalités pour tout retard de livraison contrevenant aux différents délais fixés dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai d'exécution des prestations en cause est expiré, sous réserve de la prolongation de ce délai dans les conditions fixées à l'article 14 du CCAG-FCS.

Elles sont déduites du montant H.T de la facture considérée.

Seules les prestations effectivement exécutées de façon satisfaisante donnent droit à paiement. Ainsi, lorsque le Titulaire ne se conformera pas aux dispositions de l'accord-cadre, l'Organisme pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, et pour autant que ce manquement ne soit pas lié à une cause de force majeure ou une cause due à l'Organisme, les pénalités ci-après :

$$P = Po (0,125 + 0,875 I/Io)$$

Dans laquelle :

P = le montant des pénalités.

V = la valeur des prestations concernées.

R = le nombre de jours de retard.

Elles sont cumulables et non révisables. Elles s'appliquent dès le premier euro par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS.

Si le retard est dû à la force majeure ou au fait de l'Organisme, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra prononcer une prolongation du délai d'exécution effaçant les pénalités dues.

Pour bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent, le Titulaire devra signaler à l'Organisme, par courriel adressée au service demandeur de l'Organisme, les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité.

D'autre part, l'Organisme se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité, ni mise en demeure préalable, dès que le montant des pénalités atteint 15% du montant maximum de l'accord-cadre.

En cas de litige, le Titulaire prendra soin de conserver la preuve de son envoi et produira à cet effet sur demande de l'Organisme copie du courriel ainsi adressé.

Article VIII. Résiliation

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution de l'accord-cadre avant son terme :

- Soit pour événements extérieurs au accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG FCS,
- Soit pour événements liés au accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG FCS,
- Soit pour faute du titulaire :
 - dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG FCS;
 - en cas de manquements à ses obligations contractuelles ;
 - en cas de non accomplissement par le titulaire des formalités prévues par la section 8.06 - Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé - du présent CCAP ;
 - si l'établissement décèle une dégradation de la qualité des produits de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue aux accord-cadres.

En cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire, une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution, sera adressée au titulaire.

La décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG FCS, il ne sera pas accordé d'indemnité au titulaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

Article IX. Assurances

Section 9.01 Responsabilités

Au titre du présent accord-cadre, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages (corporels, matériels, immatériels...), résultant de l'exécution des prestations qui lui incombent, que ces dommages soient causés à des tiers ou du groupement.

Section 9.02 Assurances

Avant tout commencement d'exécution de la prestation, le titulaire de l'accord-cadre doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité auprès d'une société d'assurance notoirement solvable, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en application de l'article « Responsabilité » susvisé, y compris celles résultant de dommages immatériels consécutifs.

Article X. Conditions générales et obligations contractuelles

Section 10.01 Sous-traitance

Le titulaire de l'accord-cadre reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant du pouvoir adjudicateur.

Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

Un recours éventuel à la sous-traitance, s'il n'est pas interdit, doit demeurer exceptionnel : les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

Le sous-traitant doit être déclaré dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique, à la signature de l'accord-cadre, et tout au long de l'exécution de celui-ci et cela, avant l'exécution des prestations sous traitées, quels qu'en soient la durée et l'importance.

Conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975, tout sous-traitant occulte dûment constaté par le pouvoir adjudicateur donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai franc définie par ladite lettre de mise en demeure. Si cette mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier le accord-cadre pour faute.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article L 8271-1-1 du code du travail.

Section 10.02 Clause de réexamen

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Section 10.03 Prestations similaires

L'organisme contractant se réserve la possibilité de confier aux titulaires, en application de l'article R.2122-4 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Section 10.04 Responsabilité du Titulaire

Section 10.05 Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur, avant la signature du présent accord-cadre et tous les six mois, à compter de la prise d'effet du contrat et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces suivantes permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

Les pièces correspondantes à remettre à l'acheteur sont listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail.

En cas de non accomplissement de ces formalités par le titulaire, après mise en demeure de régulariser sa situation restée infructueuse, l'acheteur pourra résilier le présent accord-cadre, sans indemnités aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

Par ailleurs, conformément à l'article 6.1 du CCAG FCS le titulaire doit être en mesure de justifier en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur, des obligations prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Section 10.06 Confidentialité

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre. De même que, tout usage ou divulgation d'information relative aux données de santé pourra faire l'objet d'une résiliation de l'accord-cadre au tort du titulaire en application de la clause de résiliation de l'accord-cadre visé au présente CCAP.

Section 10.07 Modifications en cours d'exécution de l'accord-cadre

Conformément aux dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique, les stipulations du présent accord-cadre pourront faire l'objet de modifications en cours d'exécution, notamment dans les cas suivants :

(a) Évolutions techniques ou réglementaires

En cas d'évolution des normes sanitaires, techniques ou réglementaires applicables aux dispositifs médicaux dentaires, les titulaires s'engagent à proposer des produits conformes aux nouvelles exigences. Ces modifications devront être notifiées à l'acheteur, accompagnées d'une fiche technique mise à jour et, le cas échéant, d'une proposition de révision de prix justifiée.

(b) Évolution des gammes ou arrêt de commercialisation

En cas d'arrêt de fabrication ou de commercialisation d'un produit référencé dans l'offre, le titulaire s'engage à en informer l'acheteur sans délai et à proposer un produit équivalent ou supérieur, sans surcoût, sous réserve de l'acceptation préalable par l'acheteur.

(c) Ajout de références complémentaires

Dans le cadre de l'évolution des besoins des établissements, des références complémentaires pourront être ajoutées au catalogue, sous réserve de l'accord préalable de l'acheteur et dans le respect des conditions économiques initiales. Une actualisation annuelle du catalogue pourra être transmise dans ce cadre.

(d) Révision des prix

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution. Ils pourront faire l'objet d'une révision annuelle à la date anniversaire de notification, dans les conditions définies à l'article [Révision des prix] du présent accord-cadre.

(e) Modification mineure sans remise en concurrence

Les modifications mineures, au sens de l'article R.2194-5 du CCP, pourront être mises en œuvre sans nouvelle procédure, sous réserve que leur montant n'excède pas les seuils légaux, qu'elles ne changent pas la nature globale du contrat et qu'elles soient formalisées par avenant.

Section 10.08 Litiges

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal judiciaire de Bobigny
173 avenue Paul Vaillant Couturier
93008 BOBIGNY
Téléphone : 0148951393
Courriel : tj1-bobigny@justice.fr
Télécopie : 0148951585

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.